

opération dans le temps. La troisième, c'est qu'il n'y ait en aucun cas des opérations au cœur du territoire rwandais, que les bases d'intervention soient dans un pays voisin, en territoire zaïrois. Il a indiqué qu'il était aussi nécessaire que d'autres pays participent à l'opération... »

**Pap. de Christophe Boisbouvier :**

« Si les soldats français restent positionner au Zaïre et ne doivent en aucun cas se laisser aller à des opérations jusqu'au cœur du Rwanda, on peut se demander s'ils chercheront vraiment à atteindre Kigali, là où les risques de confrontation avec les rebelles sont les plus grands et s'ils ne limiteront pas plutôt leur action humanitaire à des incursions dans la partie ouest du pays... Il n'est pas exclu qu'un autre détachement précurseur soit arrivé sur la base de Bukavu... Cette opération devra s'appeler Turquoise... »

**Itw de Bernard Granjon, président de Médecins du Monde (Alain Masson) :**

Diffusée la veille

**Invité :** Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR

**Itw de Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR, de Bruxelles (Quentin Dickinson) :**

« ... Nous pensons que l'Oua a bien réagi quand elle se prononce contre l'intervention française, qui va à l'encontre des accords d'Arusha et de la résolution des Nations unies.

**(Q. de Q. D. : Est-ce que cette décision de l'Oua est une surprise pour vous ?)**

Ce n'est pas une surprise. L'Oua a toujours défendu les accords d'Arusha contre ceux qui veulent les mettre à mal ...

**(Q. de Q. D. : Vous deviez vous rendre à Paris pour rencontrer le ministre de la Coopération et Mme Michaux-Chevry. Vous n'y êtes pas allé. Pourquoi ?)**

Je pense que c'est une fausse affirmation parce que la France était prête à me recevoir à Paris mais ce n'était pas avec les personnes que vous venez de mentionner. C'est pourquoi je ne suis pas allée.

**(Q. de Q. D. : Qui deviez-vous voir alors ?)**

Le dossier rwandais actuellement nécessite une analyse profonde de la part des décideurs politiques. S'il faut aller à Paris, je pense qu'il faut voir les gens qui ont le dossier rwandais dans leurs attributions.

**(Q. de Q. D. : Le ministre de la Coopération a quand même le dossier rwandais dans ses attributions ?)**

Le ministre de la Coopération n'était pas justement cité parmi les personnes que je devais rencontrer.

**(Q. de Q. D. : Mais vous le rencontreriez s'il vous invitait ?)**

Il n'y a pas de raison qu'on ne rencontre pas les autorités françaises si ça peut aboutir à une compréhension.

**(Q. de Q. D. : Dans l'opinion publique en Europe, on est très frappé par les massacres dans votre pays. Que répondez-vous aux gens qui disent ici qu'on a l'impression que de mettre fin aux massacres, pour vous, c'est d'une certaine façon secondaire par rapport à la victoire militaire que vous escomptez ?)**

Nous pensons que le FPR a été le premier concerné par l'arrêt des massacres et que justement le FP est intervenu le 7, après la mort du président Habyarimana, quand toute la communauté internationale s'était retirée du Rwanda. Donc je pense que, s'il y a des gens qui survivent maintenant, ce n'est pas à cause de cette communauté internationale ni de la France, c'est grâce à l'intervention du FPR qui a pu sauver plusieurs gens indistinctement contre l'assaut des miliciens et des extrémistes de l'armée rwandaise.

**(Q. de Q. D. : Tout de même vous ne pensez pas qu'une intervention française ou internationale permettrait de sauver des vies ?)**

Une intervention internationale, nous nous sommes déclarés pour mais une intervention française n'est pas souhaitée pour des raisons que nous avons évoquées parce que la France est trop impliquée dans les affaires du Rwanda. »

- Journaux Afrique du 22 juin 94 (1994 JAF 0173)

729/ Afrique matin (1994 JAF 0173 A)

P = Philippe Leymarie

T = L'opération militaro humanitaire aux frontières du Rwanda. Feu vert de l'Onu attendu aujourd'hui. L'Oua refuse son soutien. Timide approbation des Européens. Les Italiens ne veulent courir le risque de se faire mettre en pièces. Quant au FPR, il affirme que cette intervention risque d'embraser toute la région.

**Pap. de Christophe Boisbouvier :**

« ...Ce mardi, le Premier ministre, Edouard Balladur, a précisé que les soldats français ne se positionneraient pas en territoire rwandais mais en territoire zaïrois. Il a ajouté qu'en aucun cas ces soldats ne se laisseraient aller à des opérations jusqu'au cœur du Rwanda. Est-ce que cela veut dire que les troupes françaises ne chercheront jamais à atteindre Kigali, là où les risques de confrontation avec les rebelles sont les plus grands ? Est-ce que cela veut dire que les troupes françaises limiteront leurs actions humanitaires à des incursions dans la partie ouest du pays ?... Il n'est pas exclu qu'un autre détachement précurseur soit arrivé sur la base de Bukavu... »

**Itw de Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR, de Bruxelles (Quentin Dickinson) :**

Diffusée la veille au soir

Extrait diffusé :

« ... Nous pensons que l'Oua a bien réagi quand elle se prononce contre l'intervention française, qui va à l'encontre des accords d'Arusha et de la résolution des Nations unies.

**(Q. de Q. D. : Est-ce que cette décision de l'Oua a été une surprise pour vous ?)**

Ce n'est pas une surprise. L'Oua a toujours défendu les accords d'Arusha contre ceux qui veulent les mettre à mal. »

**Corr. d'Anne Lenir de Rome :**

«L'Italie n'a pas l'intention de participer à l'intervention unilatérale de la France au Rwanda...Selon le ministre italien de Affaires étrangères, l'intervention de un ou deux pays blancs pourrait être interprétée comme un acte de néocolonialisme... »

**Itw de Bernard Kouchner, ancien ministre à l'Action humanitaire, qui revient du Rwanda (TF1) :**

«Tout serait mieux que cela. D'abord un cessez le feu. Mais il y en a eu de nombreux et le dernier signé à Tunis, et j'y étais, a tenu trois heures. Et puis bien sûr, l'arrêt des massacres. Mais comment arrêter ces massacres ? Et aussi, mais nous les attendons depuis un mois, les 5 500 hommes casques bleus sous mandat de l'Onu qui devraient venir et qui ne viennent pas. Personne n'a l'intention apparemment de les envoyer. Et puis ce serait mieux que la France ne soit pas seule. Mais quoi ? Est-ce qu'on laisse les massacres se poursuivre ? »

### **730/ Afrique midi (1994 JAF 0173 C) - 22 juin 1994**

P = Donaig Le Du

T = Une vingtaine de casques bleus évacués ce matin de Kigali. Il s'agit de ressortissants sénégalais, togolais et congolais. Leurs pays étant accusés de soutenir l'intervention française, ces hommes ont reçu des menaces et la Minuar craint pour leur sécurité... Le Congo n'enverra pas d'hommes. En revanche, le Sénégal a confirmé sa participation...

**Corr. de Jean Hélène de Goma :**

«Une cinquantaine de soldats français arrivés ce matin par Transal probablement de Bangui attendent au bord du tarmac à côté de l'aérogare de Goma. Certains arpentent la piste longue de 3 200 mètres, l'idéal pour les gros porteurs. Le détachement est arrivé avec seulement deux jeeps. Aucun matériel lourd n'est visible

aux alentours mais des appareils gros porteurs sont attendus dans les heures qui viennent. D'après les informations recueillies en ville, les avions français auraient aussi déposés des militaires à Bukavu, 200km plus au sud. La piste de cet aéroport, deux fois moins longue que celle de Goma, ne peut recevoir d'Hercule C-130 à pleine charge mais les Transal, onze tonnes de fret, peuvent y atterrir. En ville, le marché est aussi animé qu'à l'habitude. Tout juste remarque-t-on un peu d'animation du côté des forces de l'ordre. Les partisans de l'opposition froncent les sourcils en expliquant que l'opération française va bénéficier au président Mobutu. Les gens de Goma s'inquiète de ce que l'intervention franco-onusienne, dénoncée avec virulence par les rebelles du FPR, n'amène des troubles dans la ville. Certains craignent même un débordement du conflit rwandais de ce côté-ci de la frontière. »

**Itw du commandant Jean-Guy Plante, porte-parole de la Minuar (Assane Diop) :**

« Le commandement de la force ici a décidé de faire une rotation de personnel, de prendre ces gens-là, une quarantaine en tout, et de les emmener à Nairobi... »

**(Q. d'A. D. : Vous dites qu'il y a divers signes qui vous ont amené à penser que ces militaires africains n'étaient pas les bienvenus en territoire rebelle ?)**

Peut être que c'est ça. C'est une décision qui a été prise ici. Il vaut mieux, du point de vue sécurité, que ces gens aillent travailler à Nairobi pour l'instant...

**(Q. de Q. D. : Est-ce que ce n'est quand même pas lié au fait que ces pays, le Sénégal, le Congo et autres, soutiennent le projet français d'intervention, intervention auquel est hostile le FPR ?)**

Monsieur, vous ne me ferez pas dire ce que je ne veux pas dire ou ce que je ne peux pas dire. »

**Corr. de Nicolas Baliq de Dakar :**

«... Le président Abdou Diouf a confirmé le oui ferme de son pays à une intervention humanitaire au Rwanda. Le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres parle, je cite, d'une contribution à l'arrêt des massacres et au rétablissement de la paix et de l'entente... »

**Itw de Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement (Pascal Paradou) :**

« Cette opération... ne peut être menée qu'avec un sentiment de parfaite entente entre les différentes autorités nationales... Je crois que dans cette opération, chacun l'a bien compris, la France a un objectif humanitaire, qu'elle essaiera le mieux de remplir, pour sauver un maximum d'êtres humains qui pourront être sauvés dans un temps qui est limité. En principe, ce sont des opérations de va et vient à partir des endroits où seront stationnés nos forces pour essayer de récupérer le maximum de populations et les protéger. Mais nous avons bien conscience que l'opération est difficile et risquée mais c'est tout à l'honneur de la France d'engager une opération humanitaire. Encore une fois la France fait face à ses responsabilités. »

**Pap. de Muriel Pomponne :**

« Jacques Bihozagara, le représentant du FPR en Europe, était ce matin à Paris à l'invitation des autorités françaises. Il a eu un long entretien avec le ministre des Affaires étrangères... Conclusion du représentant du FPR. Notre position reste inchangée. Nous rejetons l'idée d'une intervention française au Rwanda quelque soit sa durée et son ampleur. La décision de ne pas interférer dans les zones contrôlées par le FPR mais de maintenir un contact permanent avec l'état major du FPR n'a pas permis d'infléchir la position du mouvement rebelle. Le FPR ne s'oppose pas à ce que la France mette ses moyens financiers et matériels à la disposition des casques bleus qui pourraient intervenir dans le cadre de la Minuar 2, à l'exclusion bien sûr de soldats français dans cette force. Alain Juppé aurait déclaré à Jacques Bihozagara qu'il prenait acte de sa position. Paris a deux autres médiateurs en contact avec le FPR en Ouganda. Il s'agit de l'ambassadeur Jean Michel Marlaud et du directeur adjoint des Affaires africaines. La pression française se poursuit donc mais le FPR semble pour l'instant inflexible. »

P : Selon des responsables ougandais et des responsables du FPR, Jean Michel Marlaud et les représentants du FPR se sont vivement affrontés hier à Kampala...

**Invité :** Pascal Gayama, secrétaire général adjoint de l'Oua

**Itw de Pascal Gayama, secrétaire général adjoint de l'Oua (Ghislaine Dupont) :**

« ... Nous voudrions qu'il y ait davantage de concertation.

**(Q. de G. D. : Ce que vous voulez dire c'est que la France a joué un peu cavalier seul dans cette affaire ?)**

C'est un peu cela... Ce serait déplorable qu'une partie au conflit ne coopère pas...

**(Q. de G. D. : Est-ce que vous êtes favorable à la décision des Sénégalais de répondre oui pour participer à cette force d'intervention humanitaire ?)**

... Tout Etat est libre de s'engager dans cette action... Le but de l'Oua et de la communauté internationale, c'est d'aboutir à une solution conforme aux accords d'Arusha, à l'arrêt des massacres, à la fin des hostilités...

**(Q. de G. D. : Est-ce que cette crise dramatique au Rwanda ne montre pas l'impuissance de l'Oua, qui avait pourtant essayé de créer un mécanisme de prévention des conflits il y a plus d'un an ? Accuser la France de faire cavalier seul, ce n'est pas aussi dire que le continent, l'organisation de ce continent ne peut rien faire ?)**

...Il y a une sécurité internationale pour laquelle les Nations unies ont un mandat spécifique. Nous avons un mécanisme qui complète celui des Nations unies... »

## 731/ Afrique soir (1994 JAF 0173 D) - 22 juin 1994

P = Edmond Sadaka

T = Le Conseil de sécurité de l'Onu vient d'approuver l'intervention française au Rwanda. Il autorise l'emploi de tous les moyens nécessaires pour assurer la protection des personnes déplacées, des réfugiés et des civils. Après ce feu vert de l'Onu, l'intervention française devrait commencer dans les toutes prochaines heures. 200 soldats français sont déjà positionnés à l'est du Zaïre. Au total, 2 500 hommes sont attendus d'ici la fin de la semaine.

### **Direct avec Pierre Cayrol de Washington :**

« C'est une mission strictement humanitaire que va assurer cette troupe sous commandement français. Une mission, précise le texte, qui agira de façon impartiale et neutre, dans le but de mettre fin aux massacres des populations. Il ne s'agit pas, dit le texte, de s'interposer entre les parties... Enfin, les troupes sous commandement français agiront dans le cadre du chapitre 7, c'est-à-dire qu'elles seront autorisées à employer la force... Le vote a été acquis par 10 voix pour, aucune voix contre et cinq abstentions. Les pays qui se sont abstenus ce sont la Chine, le Brésil, la Nouvelle Zélande, le Nigeria et le Pakistan. »

### **Pap. de Pierre Benoit :**

«...Le terme de la mission a été fixée à la fin du mois du juillet, le temps de voir arriver les 5 500 hommes de la Minuar... »

P : Alain Juppé a reçu pendant plus d'une heure le représentant du FPR, Jacques Bihozagera...

### **Itw de Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR, de Bruxelles (Muriel Pomponne) :**

« Nous avons réitéré notre position qui reste inchangée... »

**(Q. de M. P. : Quels ont été les arguments d'Alain Juppé pour tenter de vous convaincre ?)**

Des arguments humanitaires et surtout le retard des casques bleus à se mettre en place.

**(Q. de M. P. : Et ces arguments ne vous ont pas convaincu ?)**

Ces arguments ne nous ont pas convaincus parce que nous savons que si les casques bleus retardent, c'est qu'ils manquent de moyens. Et maintenant la France a des moyens. Nous demandons plutôt que la France mette à la disposition de ces forces des moyens qu'elle veut utiliser pour intervenir.

**(Q. de M. P. : Vous n'avez toujours pas confiance dans la France quand elle vous dit qu'elle veut une intervention strictement humanitaire ?)**

Mais bien sûr que quand la France est partie au Rwanda, elle est allée dans le même but mais ça n'a pas empêché qu'elle reste là trois ans. »

**Pap. de Christophe Boisbouvier :**

« Les moyens français sont considérables. 600 hommes dès demain dans l'est du Zaïre à Goma, Bukavu et à Kisangani. 2 500 hommes d'ici samedi venus de Bangui, de Djibouti et de France. Face à cela, les petits contingents de Guinéens et de Sénégalais paraissent symboliques... D'ici jeudi matin, une première opération pourrait débiter sur Cyangugu pour porter secours à 8 000 Tutsi bloqués en zone hutue. La priorité aux Tutsi n'est pas du au hasard. La France veut éviter toute confrontation avec le FPR... »

**Corr. de Jean Hélène de Goma :**

Diffusée à midi

**Itw du commandant Jean-Guy Plante, porte-parole de la Minuar (Assane Diop) :**

Diffusée à midi. Mais l'interview a été remontée. Les passages en italique et entre crochets ont été coupés.

« Le commandement de la force ici a décidé de faire une rotation de personnel, de prendre ces gens-là, une quarantaine en tout, et de les emmener à Nairobi...

[Q. d'A. D. : Vous dites qu'il y a divers signes qui vous ont amené à penser que ces militaires africains n'étaient pas les bienvenus en territoire rebelle ?]

Peut être que c'est ça. C'est une décision qui a été prise ici. Il vaut mieux, du point de vue sécurité, que ces gens aillent travailler à Nairobi pour l'instant...

(Q. de Q. D. : *Est-ce que ce n'est quand même pas lié au fait que ces pays, le Sénégal, le Congo et autres, soutiennent le projet français d'intervention,* [intervention auquel est hostile le FPR] ?)

Monsieur, vous ne me ferez pas dire ce que je ne veux pas dire ou ce que je ne peux pas dire. »

**Itw d'Edouard Balladur, Premier ministre français, devant l'Assemblée nationale :**

« ... En aucun cas, nos forces n'interviendront en profondeur dans le territoire rwandais ou ne prendront partie dans des luttes internes au Rwanda ou à caractère régional... Celles qui sont menacées sont pour l'essentiel des populations tutsies en zone contrôlée par le gouvernement. Elles pourront ainsi échapper aux massacres des milices, auxquels des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont déjà succombé... »

- Journaux Afrique du 23 juin 94 (1994 JAF 0174)

**732/ Afrique matin (1994 JAF 0174 A)**

P = Philippe Leymarie

T = Déclenchement de l'opération française au Rwanda ...

**Itw de Jacques Bihozagara, représentant du FPR et de François Léotard, ministre français de la Défense (Patrick Poivre d'Arvor) :**

«La France a été au Rwanda pour soi-disant protéger les ressortissants étrangers français mais après nous avons remarqué que la France a pris position du régime en place. Et il a fallu trois ans pour que la France quitte le Rwanda. La France retourne au Rwanda pour des raisons humanitaires. Et bien nous pensons qu'il y a d'autres raisons que les raisons humanitaires.

**(Q. de P.P.D.A. : François Léotard, vous pensez que l'arrière pensée pour Paris c'est d'essayer de maintenir le régime actuel à tout prix ?)**

Nous n'avons aucune intention de ce genre, je voudrais le dire avec beaucoup de respect à M. Bihozagara... Je ne vois pas comment on peut nous reprocher de sauver des personnes qui sont, si j'ai bien compris, des Tutsi dans un premier temps, qui sont à Cyangugu que nous voulons protéger. Je ne vois pas comment on peut douter de notre bonne foi dans cette affaire parce qu'il n'y a pas d'autre intention, je le dis avec beaucoup de force et de conviction. L'expérience le montrera... »

**Corr. de Pierre Cayrol de Washington :**

Diffusée la veille au soir

P : 2 500 soldats français participent à l'opération Turquoise... Un millier d'entre eux pénétreront en territoire rwandais, les autres restant dans des bases logistiques au Zaïre. Une force composée de trois compagnies d'infanterie de marine, dont une équipée de véhicules blindés, d'une unité de la Légion étrangère, d'un groupe d'artillerie, de deux groupes d'hélicoptères d'unités du génie ainsi que d'un groupe des forces spéciales, c'est-à-dire des commandos spécialisés dans la reconnaissance. Une quinzaine d'avions de l'armée de l'air sont également mobilisés... Le Kivu où l'on redoute parfois la contagion de ce conflit rwandais... La présence des soldats français n'est pas acceptée par tout le monde.

**Corr. de Jean Hélène de Goma :**

«L'opposition zaïroise, qui est représentée à Goma, a déjà fait savoir que l'intervention française au Rwanda allait surtout raffermir la position de son adversaire, le président Mobutu. Et on craint ici des manifestations d'hostilités envers les Blancs. Mais d'autres problèmes plus graves inquiètent les gens du Kivu. L'an dernier, des tribus zaïroises de la région du Masisi se sont affrontées aux

émigrés d'origine rwandaise, Hutu et Tutsi mélangés, pour des questions de partage de terres. Bilan : plusieurs milliers de morts et 300 000 déplacés. Des déplacés qui sont maintenant rentrés chez eux, tout en se regroupant par ethnie dans leur village respectif. Preuve que les tensions ne sont pas apaisées. Un afflux de Rwandais fuyant l'avancée du FPR vers la frontière zaïroise risque fort de remettre le feu aux poudres. Il faut se demander si l'intervention franco-onusienne ne serait pas aussi destinée à prévenir une éventuelle déstabilisation du Kivu. »

P : Amnesty International demande ce matin au gouvernement français d'enquêter sur les déclarations selon lesquelles des membres d'un détachement d'assistance militaire d'instruction français auraient entraîné certains miliciens rwandais ces dernières années, des miliciens qui ont été impliqués dans des disparitions ou des tortures, après s'être comportés comme des escadrons de la mort.

### **733/ Afrique midi (1994 JAF 0174 C) - 23 juin 1994**

P = Donaig Le Du

T = L'opération Turquoise a commencé la nuit dernière...

#### **Corr. de Jean Hélène de Goma :**

« ... La montée en puissance, comme on dit dans le jargon militaire, de la base de Goma se poursuit. Ce soir, il devrait y avoir 500 hommes à Goma et 150 à Bukavu... L'opération de Cyangugu qui aura lieu dans la nuit ou demain matin. Selon un responsable de l'opération, il s'agit dans l'immédiat de protéger les populations menacées dans l'ouest du Rwanda. Quelles populations menacées ? Toutes, répond l'officier. Menacées par qui ? Réponse : une stricte neutralité sera observée... »

#### **Pap. de Pierre Benoit :**

« ... On peut dire que cette première opération humanitaire à Cyangugu servira en quelque sorte de banc d'essai pour l'ensemble du dispositif... La montée en puissance du dispositif est extrêmement rapide car d'ici à samedi 2 500 paras seront engagés dans l'opération Turquoise. »

#### **Corr. de Pierre Cayrol de Washington :**

Diffusée la veille au soir et le matin

**P :** ... Il y a quelques jours Faustin Twagiramungu se déclarait résolument opposé à une telle intervention. Depuis il s'est rendu aux Nations unies à New York, il a parlé avec un certain nombre de personnalités, dont le représentant de la France...

**Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné (Assane Diop) :**

« L'ambassadeur Mérimé m'a convaincu, le secrétaire général des Nations unies également... Tout le monde semble être d'accord qu'il s'agira simplement de mettre fin à la tragédie... Mais si la France prenait l'initiative de protéger les tueurs, franchement nous alerterons le monde entier pour que cette affaire ne puisse pas se faire. »

**Itw de M. Rudasingwa, secrétaire général du FPR (John Mac Guire - trad. Farida Ayari) :**

« Je ne pense pas que ce vote représente un consensus de la communauté internationale. Il est très significatif, en cette période d'après guerre froide, d'avoir cinq abstentions au Conseil de sécurité. Vous savez également que l'Oua, les pays de la région et de nombreuses organisations internationales d'excellente réputation se sont opposés fortement à cette intervention. Ainsi nous sommes témoins, non pas d'un consensus, mais de la volonté des puissances du Nord de consolider un programme qui va à l'encontre des intérêts de notre peuple, précisément pour sauver ceux qui sont responsables du génocide, car ces puissances constatent aujourd'hui que ces groupes sont affaiblis et perdent du terrain. Je pense que non seulement la France mais aussi d'autres pays, surtout le Zaïre, essayent de réorganiser ces groupes pour leur aménager un avenir. »

**P :** Cette opposition résolue de la rébellion commence à poser de sérieux problèmes aux organisations humanitaires françaises, qui travaillent sur le terrain. Ainsi l'association Solidarité Rwanda tentait d'acheminer un convoi vers le Rwanda en provenance d'Ouganda. Elle est bloquée par le FPR.

**Itw de Alain Boinet, président de Solidarité Rwanda (Thierry Perret) :**

« Nous avons l'accord des différentes parties pour ouvrir un corridor humanitaire sur Kigali... Malheureusement, cet accord a été remis en cause en raison du projet du gouvernement français d'intervention militaire à des fins humanitaires... Manifestement les ONG françaises sont bloquées. »

**P :** De l'autre côté, dans la partie ouest du Rwanda contrôlée par les forces gouvernementales, on se félicite de l'arrivée des Français.

**Itw de Jérôme Bicomumpaka, ministre des Affaires étrangères du gouvernement intérimaire, à Gisenyi (Jean Hélène) :**

«... Le fait que la France ait pris l'initiative de mobiliser la communauté internationale de manière à ce que cette dernière puisse constituer un corps expéditionnaire ayant mission d'assurer la protection de personnes civiles rwandaises menacées. Nous pensons que cette action va dans le sens de la paix au Rwanda, dans le sens de favoriser le compromis politique équitable au peuple rwandais que notre gouvernement recherche depuis déjà deux mois et demi. Cela contribuera efficacement à ce que le Rwanda puisse retrouver la paix et la tranquillité. Si le FPR refuse encore une fois d'obtempérer, refuse de collaborer, nous souhaiterions que cette force ait les moyens de contraindre le FPR à obtempérer.

**(Q. de J. H. : C'est-à-dire à s'interposer, à se déployer en zone FPR ?)**

Il faudrait absolument que cette force puisse se déployer aussi bien dans la zone sous contrôle gouvernemental que celle sous contrôle du FPR. Parce que les personnes menacées ne sont pas seulement dans notre zone. Là il y en a et ils sont encore nombreux dans la zone FPR. »

#### **734/ Afrique soir (1994 JAF 0174 D) - 23 juin 1994**

P = Edmond Sadaka

T = Les forces françaises participant à l'opération Turquoise ont fait leur entrée tout à l'heure au Rwanda pour intervenir notamment dans la région de Gisenyi, au nord ouest. La France moins isolée qu'on ne le dit, affirme aujourd'hui Alain Juppé. Les rebelles du FPR affirment de leur côté qu'ils vont traiter les soldats français comme des envahisseurs.

**Pap. de Pierre Benoit :**

« ...Pour résumer donc, deux axes de pénétration en territoire rwandais à partir des têtes de pont installées sur les bases zaïroises de Goma et de Bukavu... La montée en puissance du dispositif est rapide. D'ici à samedi soir, 2 500 hommes seront opérationnels. 1 500 en force de soutien ancrés au Zaïre, un millier environ en mouvement dans l'ouest du Rwanda.»

**Corr. de Jean Hélène de Bukavu :**

« La nuit est tombée sur l'aéroport mais la navette du gros porteur français entre Bangui et Bukavu se poursuit. Plus de 200 hommes ont pris position dans le petit aéroport et les hangars voisins. Une dizaine de véhicules ont été débarqués. On y installe les mitrailleuses, on ouvre les boîtes de munitions, chargées ensuite dans les camions. Il se pourrait que la colonne française lève le camp dès cette nuit direction la frontière rwandaise et la ville de Cyangugu à environ 40 kilomètres d'ici. Les

militaires français seront attendus. La nuit dernière, quelques commandos de reconnaissance se sont infiltrés au Rwanda pour baliser le terrain. Il y a dix jours, les 7 000 personnes menacées de Cyangugu ont été déplacées du stade de la ville vers une localité située plus à l'est. Ce transfert a été conduit par l'armée rwandaise sous supervision du CICR. Ici, sur cet aérogare perdu dans la brousse zaïroise, il s'agit d'une veillée d'arme. »

**Itw de M. Rudasingwa, secrétaire général du FPR (John Mac Guire - trad. Farida Ayari) :**

Diffusée à midi

P : A noter que deux envoyés spéciaux de l'AFP, une journaliste et un photographe, ont été reconduits aujourd'hui à la frontière rwando-ougandaise par des responsables du FPR. Le chef du service d'information du mouvement rebelle les a prévenus du danger qu'ils courraient suite à l'intervention française... Une équipe de France 2 et un journaliste de Libération ont été également reconduits dans un premier temps à la frontière mais ils ont été semble-t-il autorisés à revenir au Rwanda quelques heures plus tard.

**Corr. de Nicolas Balique de Dakar :**

«Seul pays africain à avoir pour le moment répondu présent à l'appel de la France, le Sénégal dépêchera au Rwanda un contingent estimé à 300 hommes. Equipement et armement leur seront entièrement fournis... On ignore à quel moment la totalité du contingent sera opérationnel... »

P : Le président tchadien Idris Deby vient de faire savoir qu'il soutient l'initiative française. Le Tchad est prêt malgré ses maigres ressources à s'associer à tout projet permettant de soustraire les civils aux massacres, a dit M. Deby. A signaler également que l'Egypte se déclare prête à envoyer des troupes au Rwanda, déclaration du chef de la diplomatie égyptienne. Les Etats-Unis ont commencé quant à eux l'acheminement de 50 véhicules blindés devant servir au transport des forces de l'Onu au Rwanda. Sachez aussi que la capitale rwandaise a été relativement calme aujourd'hui après plusieurs jours de violents combats...

- Journaux Afrique du 24 juin 94 (1994 JAF 0175)

### **735/ Afrique matin (1994 JAF 0175 A)**

P = Philippe Leymarie

T = Opération Turquoise. Les militaires français ont commencé à entrer au Rwanda. La Légion et des militaires sénégalais sont attendus aujourd'hui en renfort dans les bases arrière au Zaïre. L'Égypte s'offre à participer à cette action.

#### **Pap. de Chantal Lohro :**

«... Les premiers soldats français ont traversé la frontière pour intervenir dans la région de Gisenyi, afin de venir en aide à des populations hutues et tutsies. Dans le même temps hier, près de 200 autres soldats, appuyés par des hélicoptères, franchissaient la frontière 100 kilomètres plus au sud, en direction de Cyangugu. Cyangugu où se trouvent piégés quelques 8 000 Tutsi dans une zone contrôlée par les FAR. Les troupes françaises sont équipées de blindés légers, de mortiers lourds, disposent de 8 hélicoptères. Elles sont en outre appuyées par une dizaine de chasseurs jaguar basés à Kisangani, que doivent rejoindre 4 mirages F1-CT venus de France. Enfin, les Français seront prochainement rejoints par 300 Sénégalais.

P : Voilà pour le volet militaire mais il y a aussi un déploiement sanitaire.

#### **Suite du pap. de Chantal Lohro :**

« Effectivement, cette opération Turquoise comprend un dispositif médical important. Une première unité avec deux modules médicaux, l'un chirurgical, l'autre dentaire, va être installée entre Bukavu et la frontière rwandaise. La deuxième unité sera implantée entre Goma et la frontière rwandaise. Il s'agira d'un hôpital militaire de campagne. Mais les médecins se déplaceront également dans les camps et les localités, où interviendront les forces françaises. Leur tâche : évaluer les besoins médicaux, voire les interventions militaires. Un objectif humanitaire donc mais qui n'a donc toujours pas convaincu le FPR. Les rebelles du FPR ont prévenu qu'ils considéreraient les soldats français comme des agresseurs. Si nous les rencontrons, il y aura des affrontements, a d'ailleurs déclaré hier le représentant du FPR à Bruxelles. »

#### **Corr. d'Alexandre Buccanti du Caire :**

« C'est le ministre des Affaires étrangères, Amr Moussa, qui a annoncé la décision de l'Égypte de participer au maintien de la paix au Rwanda... Au sujet des objections du FPR à une intervention, M. Moussa a affirmé que cette formation devait prendre en considération la volonté de la communauté internationale. Le FPR avait accusé l'Égypte de fournir des armes au gouvernement de Kigali... La décision égyptienne entre dans le cadre de la politique consistant à souligner le rôle régional de l'Égypte... L'inquiétude de l'opinion publique égyptienne, des risques de pollution du Nil par des cadavres rwandais jetés dans le lac Victoria, a facilité la décision du

Caire. La décision égyptienne constitue aussi une fleur faite à la France, qui a soutenu le Caire dans l'annulation d'une partie de sa dette extérieure. Paris sera sans doute reconnaissante au Caire pour son geste. »

**Pap. de Thierry Perret :**

«La France n'est pas seule, affirme avec une constance remarquable depuis 72 heures le ministre des Affaires étrangères. Entendez surtout qu'elle ne sera pas seule sur le terrain. En fait, les Sénégalais doivent envoyer 300 hommes, c'est déjà acquis, mais pour le reste, les discussions se poursuivent avec les partenaires africains... C'est d'ailleurs un paradoxe de cette intervention française. Elle a suscité en quelques heures plusieurs initiatives de pays, tel le Canada, prêt à s'engager au Rwanda mais avec l'Onu. »

**Itw de Lambert Mende, porte-parole de l'opposition zaïroise (Thierry Perret) :**

«... Notre mouvance de l'opposition regrette que le président Mobutu ait agi seul dans cette histoire... »

**736/ Afrique midi (1994 JAF 0175 B) - 24 juin 1994**

P = Donaig Le Du

T = ... Six pays membres de l'UEO ont annoncé qu'ils vont apporter un soutien humanitaire ou logistique à l'opération Turquoise...

P : Les combats ont été très violents la nuit dernière à Kigali. L'hôpital du CICR a même été atteint par un obus de mortier qui est tombé sur le bloc opératoire. Il n'y a pas de victime parmi le personnel mais on ne sait pas pour le moment si des malades ont été touchés...

**Pap. de Ghislaine Dupont :**

«... Les soldats français se sont installés hier soir près d'un camp de réfugiés à Cyangugu, où survivent plusieurs milliers de réfugiés civils tutsis. Les troupes françaises, selon le service de presse des armées, ont été bien accueillies par la population et poursuivent leur mission d'évaluation des besoins humanitaires dans cette zone... Une autre mission pourrait être conduite très prochainement autour de Kibuye... Le commandant de cette opération Turquoise, le général Lafourcade, est attendu à Goma cet après-midi. »

P : L'Égypte accepte d'envoyer des observateurs aux côtés des soldats français...

**Corr. d'Anne-Marie Mouradian de Bruxelles :**

«Réunis ce matin à Bruxelles, les ambassadeurs de l'UEO ont confirmé leur soutien politique à l'intervention française au Rwanda. Ils n'ont annoncé aucun envoi de soldats aux côtés des troupes françaises. Seule Rome continue de faire allusion à un éventuel départ de militaires italiens mais à un certain nombre de conditions qui ne sont pas remplies pour le moment... Six pays de l'UEO, la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne, le Portugal, les Pays Bas et la Grande Bretagne sont disposés à fournir un appui logistique et humanitaire... »

P : ... Selon le porte-parole du HCR, entre 250 000 et 500 000 personnes seraient en train de se déplacer actuellement à l'intérieur du pays. La grande question est de savoir si les soldats vont les laisser passer les frontières. Le pape Jean Paul II a envoyé le cardinal Roger Etchegaray au Rwanda, afin qu'il exprime la solidarité du souverain pontife aux populations... L'une des conséquences dans un premier temps de cette opération Turquoise sur le plan diplomatique, c'est de remettre en selle en quelque sorte le président du Zaïre... très mal considéré il y a quelques mois.

**Itw de Lambert Mende, porte-parole de l'opposition zaïroise (Thierry Perret) :**

«... Notre mouvance de l'opposition regrette que le président Mobutu ait agi seul dans cette histoire... »

**737/ Afrique soir (1994 JAF 0175 C) - 24 juin 1994**

P = Edmond Sadaka

T = Les forces françaises au Rwanda ont multiplié leurs patrouilles aujourd'hui dans l'ouest du pays. Pour l'instant, quelques 8 000 réfugiés tutsis sont sous la protection des militaires et à Kigali, pendant ce temps, nouvelle flambée de violence...

P : Ce sont maintenant quelques 8 000 réfugiés tutsis qui seraient sous la protection des militaires. Plusieurs dizaines de ces militaires français ont gagné le camp de réfugiés de Nyarushishi au sud ouest du pays. Jean Hélène, notre envoyé spécial dans la région, nous appelle de Kirambo en zone gouvernementale.

**Reportage de Jean Hélène de Cyangugu :**

Chants de femmes

« Des chants, des danses, des banderoles, le village de Kirambo est pavoisé aux couleurs de la France et du Rwanda. Et les habitants accueillent à bras ouverts les premiers hommes de l'opération Turquoise. Nous sommes sur la piste qui longe le lac Kivu au nord de Cyangugu. La région semble paisible mais les gens se sentent

visiblement soulagés de voir l'armée française y pénétrer. Son mandat est de protéger toutes les personnes en danger, a dit la radio. Et ici on s'estime menacé par le FPR, pas seulement les habitants mais aussi les déplacés de guerre qui ont fui le FPR. Ils sont environ 3 000 assistés par le CICR. Ici, en zone gouvernementale, on s'attend donc à ce que les militaires français vous protègent d'une éventuelle attaque du FPR. Sur ce point, la mission française reste floue. Comment vont-ils réagir en cas d'accrochages avec le FPR ?

P : Alors, voyons maintenant comment les réfugiés tutsis menacés par les milices vivent l'arrivée des Français. On retrouve tout de suite Jean Hélène.

**Suite du reportage de Jean Hélène de Cyangugu :**

« A 30 kilomètres de là, l'autre visage de la tragédie rwandaise. Accrochées aux collines de Nyarushishi, des centaines de huttes bleues et vertes s'estompent dans le crépuscule. On se réchauffe autour des feux de bois. Les 8 000 déplacés tutsis s'apprêtent à une nouvelle nuit mais plus calme que les précédentes parce que les militaires français veillent sur eux. Ils ont échappé aux machettes des miliciens, protégés tant bien que mal par l'armée rwandaise. Aujourd'hui, ils se sentent soulagés. Les soldats français ont chassé d'ailleurs ce matin des miliciens qui rôdaient autour du camp. Personne ne sait combien de temps les Français resteront mais s'ils partent, beaucoup souhaitent être évacués. A moins que par miracle, la paix ne s'installe au Rwanda. »

P : Les forces françaises ont découvert plusieurs fausses communes dans la région de Cyangugu. On ignore pour l'instant l'appartenance ethnique tant des victimes que des auteurs des massacres. On ignore aussi le nombre exact de ces victimes...

**Pap. de Ghislaine Dupont :**

« Les soldats du FP ont pilonné les zones de la capitale qui sont sous le contrôle de gouvernementaux. L'hôpital de la Croix rouge qui se trouve dans ces zones a été touché par un obus de mortier qui est tombé sur la salle des urgences. Le bilan serait d'au moins cinq morts et de plusieurs dizaines de blessés... Le FPR semble intensifier ses attaques contre les casernes de l'armée gouvernementale et contre les quartiers où sont concentrés milices et civils hutus... »

P : ... Le FPR a commencé à évacuer 35 000 réfugiés de la région de Gitarama. C'est ce qu'annonce aujourd'hui MSF. Le HCR s'attend à un nouvel exode...

**Itw de Christiane Berthiaume, porte-parole du HCR, de Genève (Jacqueline Papet) :**

« Quand il y a une intervention, les gens peuvent avoir peur et décider de franchir la frontière. Nous, notre travail c'est de se tenir prêt, au cas où cela arriverait. On sait qu'il y a beaucoup de Rwandais qui voudraient fuir leur pays et qui ne peuvent pas

le faire parce que, que ce soit les autorités gouvernementales, que ce soit les rebelles, ils les empêchent de le faire. On a déjà plus d'un demi-million de réfugiés rwandais en Tanzanie, au Burundi, en Ouganda et au Zaïre. Effectivement, il pourrait y avoir un mouvement plus important de réfugiés... Ces gens-là ne veulent pas partir. S'ils partent, c'est parce que leur vie est en danger. »

**Pap. de Thierry Perret :**

« Au moment où les Français entament leur progression en territoire rwandais, Paris joue une partie tout aussi difficile sur le plan diplomatique pour rallier le plus de soutien à son opération. Les efforts portent notamment en direction des pays de l'Union européenne, qui semblent effectivement peu à peu sortir de leur réserve... dans le même temps, la France fait des geste envers les ONG, dont on connaît les très fortes réticences en essayant de mettre sur pied à Goma une cellule de coordination. Symbolique aussi mais non négligeable dans ce contexte, le soutien exprimé solennellement par le sommet des Etats d'Afrique centrale. Un soutien qui vient tempérer la réaction mitigée de l'Oua mardi dernier. »

**Invité :** Le médecin général Ferret de l'opération Turquoise

**Itw du médecin général Ferret de l'opération Turquoise (Jean Pierre Boris) :**

« ... Ca vous donne une idée du dispositif médical qu'on met en place. Une partie chirurgicale pour les troupes qui sont mises en place au cas où il y ait des combats. La partie élément médical avec une équipe chirurgicale et deux équipes médicales laboratoire radiologique qui elle va travailler au profit des réfugiés.

**(Q. de J.P. B. : Est-ce que c'est une opération extrêmement lourde par rapport à celles que vous avez eu l'habitude d'effectuer dans le passé en Afrique ?)**

En Afrique, on peut considérer que c'est une opération assez lourde compte tenu des effectifs engagés puisqu'on parle de 2 500 hommes. Et sur le plan du service santé, c'est relativement lourd, et d'autant plus lourd qu'on a pas mal d'éléments engagés ailleurs, en particulier en Yougoslavie et au Tchad. Si bien qu'on prend tous les personnels qui vont être engagés dans ces opérations sur nos hôpitaux métropolitains. Donc, à un moment donné bien sûr, c'est assez lourd pour les hôpitaux métropolitains, qui continuent à fonctionner bien sûr.

**Q. de J.P. B. : Est-ce qu'il est prévu que des réfugiés rwandais qui auraient été blessés puissent être rapatriés en France pour être soignés ?)**

Pour l'instant, nos éléments sanitaires sont en cours de mise en place. Une des missions qui ont été confiées aux médecins qui vont là-bas, c'est égaïement d'évaluer un peu sur place les différents problèmes sanitaires qui peuvent se poser, et dont éventuellement bien sûr le rapatriement éventuel de Rwandais en France. Mais bon, pour le moment, ce n'est qu'au stade de l'évaluation, de l'étude de faisabilité. Donc, il n'y a aucune décision prise dans ce domaine pour l'instant.

**Q. de J.P. B. : Vous vous êtes armés également pour lutter contre d'éventuelles épidémies qui se déclencheraient dans les camps de réfugiés ?)**

L'élément médical comporte un élément de laboratoire, donc un spécialiste biologiste... S'il y avait une épidémie sur place, on enverrait un élément complémentaire, qu'on appelle la Bioforce, qui sont épidémiologistes... »

- Journaux Afrique du 25 juin 94 (1994 JAF 0176)

### 738/ Afrique matin (1994 JAF 0176 A)

P = Assane Diop

T = L'opération Turquoise se structure progressivement... Au plan diplomatique, la France est de moins en moins isolée. Quant au FPR, il nuance sa position par rapport à l'intervention française.

P : ... Ils sont déjà près d'un millier d'hommes à Bukavu... Ils se sont rendus notamment dans les localités de Nyarushishi et Cyangugu. A Cyangugu, les militaires français ont été accueillis par quelques uns des 8 000 réfugiés tutsis installés là-bas. Accueil émouvant et enthousiaste, comme en témoigne les échos recueillis par notre envoyé spécial, Jean Hélène.

#### Reportage de Jean Hélène de Cyangugu :

Chants de femmes

P : Un peu plus tôt dans la journée d'hier, avant de se rendre à Cyangugu, Jean Hélène a assisté au débarquement en territoire zaïrois d'éléments de l'opération Turquoise. Il raconte.

#### Suite du reportage de Jean Hélène de Cyangugu :

« Des chants, des danses, des banderoles, le village de Kirambo est pavoisé aux couleurs de la France et du Rwanda. Et les habitants accueillent à bras ouverts les premiers hommes de l'opération Turquoise. Nous sommes sur la piste qui longe le lac Kivu au nord de Cyangugu. La région semble paisible mais les gens se sentent visiblement soulagés de voir l'armée française y pénétrer. Son mandat est de protéger toutes les personnes en danger, a dit la radio. Et ici on s'estime menacé par le FPR, pas seulement les habitants mais aussi les déplacés de guerre qui ont fui le FPR. Ils sont environ 3 000, assistés par le CICR. Ici, en zone gouvernementale, on s'attend donc à ce que les militaires français vous protègent d'une éventuelle attaque du FPR. Sur ce point, la mission française reste floue. Comment vont-ils réagir en cas d'accrochages avec le FPR ? »

P : Je vous le disais, il y a quelques instants. Certains militaires français sont déjà à pied d'œuvre. C'est ainsi qu'au cours des premières patrouilles, ils ont exhumé des charniers humains dans la région de Cyangugu. C'est ce qu'on confirme à Paris...

**Itw du général Raymond Germanos, adjoint du chef d'état major de l'armée française (Laurent Jaffar) :**

« Ce premier contact s'est traduit par une évaluation de l'état des camps où sont réfugiés les Tutsi, puisque nous sommes venus pour les protéger et pour les sauver en cas de besoin. Il faut simplement qu'un certain nombre d'exactions nous ont été signalées et qu'il y a eu constat de l'existence de fausses communes. Peu nombreuses pour le moment, je le précise, car nous n'avons pas eu d'évaluation. Nous espérons bien sûr qu'il y en ait le moins possible mais il faut dire qu'elles existent. »

**Itw du médecin général Ferret de l'opération Turquoise (Jean Pierre Boris) :**

Diffusée la veille au soir

Extrait diffusé :

« ... Ca vous donne une idée du dispositif médical qu'on met en place. Une partie chirurgicale pour les troupes qui sont mises en place au cas où il y ait des combats. La partie élément médical avec une équipe chirurgicale et deux équipes médicales laboratoire radiologique qui elle va travailler au profit des réfugiés. »

P : ... Le FPR a atténué ces critiques à l'égard de la France. Les rebelles précisent si les Français s'en tiennent à ce qu'ils affirment vouloir faire, alors nous pourrions revoir notre position...

### **739/ Afrique midi (1994 JAF 0176 B) - 25 juin 1994**

P = Jérôme Bastion

T = L'opération française au Rwanda se poursuit après l'entrée hier des militaires dans la région du camp de Nyarushishi. Les effectifs se renforcent au Zaïre... Les Douze réunis à Corfou ont eux demandé le jugement des responsables du génocide. Sur le plan diplomatique, le président du Conseil de sécurité s'est déclaré inquiet des menaces qui pèsent sur les forces internationales. Le Congo, quant à lui, a émis des réserves pour envoyer ses soldats au Rwanda, regrettant le manque de concertation entre la France et les pays africains... Pour Alain Juppé, l'opération Turquoise se passe bien...

**Itw de Dominique de Courcelles :**

« Les Français comptent installer au début de la semaine prochaine à Goma une cellule de coordination avec les ONG qui travaillent déjà à secourir les populations civiles. Une cellule qui aura pour première tâche de persuader ces ONG du bien-fondé de leur mission... »

**P :** L'opération est avant tout humanitaire, on le sait. Dans le sillage des militaires..., tout un dispositif médical et chirurgical est prêt à être installé.

**Itw du médecin général Ferret de l'opération Turquoise (Jean Pierre Boris) :**

Diffusée la veille au soir et le matin même

Même extrait diffusé que le matin :

« ... Ca vous donne une idée du dispositif médical qu'on met en place. Une partie chirurgicale pour les troupes qui sont mises en place au cas où il y ait des combats. La partie élément médical avec une équipe chirurgicale et deux équipes médicales laboratoire radiologique qui elle va travailler au profit des réfugiés. »

**P :** ... Légère accalmie à Kigali après la mort de sept personnes hier à l'hôpital du CICR.

**Itw de Pierre Méhu, porte-parole de la Minuar (Ghislaine Dupont) :**

« ... La situation est toujours très tendue. On n'a toujours pas pu évacuer les orphelins de l'orphelinat Saint Michel... On n'a pas pu le faire à cause des conditions de sécurité.

**(Q. de G. D. : Est-ce qu'il y a toujours des bombardements ?)**

Il ya toujours des bombardements mais de façon sporadique. Toutes les heures, on a deux ou trois bombardements.

**(Q. de G. D. : Est-ce que vous avez l'impression que du côté du FP il y a toujours une grande hostilité à l'opération française ?)**

Elle est moindre, je dirais... Il a dit qu'il pourrait reconsidérer sa position, pas renoncer si l'initiative française se limitait à l'humanitaire.

**(Q. de G. D. : Est-ce que la Minuar a des contacts avec les responsables de l'opération Turquoise ?)**

Il y a un contact téléphonique qui s'est établi. Le général Dallaire doit voir dans les prochains jours le commandant de la force d'intervention française. »

**Itw de François Mitterrand de Corfou (Valérie Lainé) :**

« Soutien suffisant, oui, car entre ne rien dire et affirmer un soutien, la différence est quand même immense. Ils nous ont tous dit, à la question qui leur a été posée, qu'ils soutenaient l'initiative française... Il y en a qui participeront à la logistique, d'autres qui s'apprentent peut être à apporter leur contribution en hommes, d'autres. Ca c'est tout à fait variable. Mais ce n'est pas propre aux Douze. Des propositions nous ont

été faites qui viennent d'Afrique ou qui viennent de quelques autres pays. D'une part, la mise en place matérielle et humaine se passe dans des conditions extrêmement correctes, très méticuleuses, très précises. Et que la pénétration sur le territoire rwandais s'est effectuée, si je vous lis bien mais d'après aussi nos informations, avec l'accord parfois très chaleureux de la population. »

P : ... Le Conseil de sécurité des Nations unies a aussi demandé que cesse sur les ondes des radios rwandaises les déclarations incendiaires qui pourraient menacer, je cite, la sécurité des 500 casques bleus actuellement à Kigali.

### **740/ Afrique soir (1994 JAF 0176 C) - 25 juin 1994**

P = Yves Rocle

T = L'opération humanitaire se poursuit. Un détachement de soldats est entré aujourd'hui à Gisenyi, où s'est replié le gouvernement intérimaire.

P : ... Le général Lafourcade explique que ses troupes ont mené quatre opérations de reconnaissance depuis jeudi...

#### **Pap. de Dominique de Courcelles :**

« Ne pas effrayer les populations, arrêter les affrontements entre elles sans en créer d'autres. Agir avec prudence et lenteur afin de rassurer et d'être efficace. Ce sont vraiment les consignes données aux militaires français de l'opération Turquoise... Les Français se sont déplacés sur un rayon de 30 kilomètres hier et 10 kilomètres aujourd'hui avec toujours retour aux bases zaïroises, sans objectif de s'implanter en territoire rwandais, a précisé le général Germanos... Pour la première fois aussi, une trentaine de soldats français s'est rendue à Gisenyi, où s'est réfugié le gouvernement provisoire. Ils n'ont pas pour mission de rentrer en contact avec ce gouvernement. Cherchant principalement à sécuriser le terrain, les militaires s'emploient à démanteler les barrages des miliciens. Pour l'instant, ces opérations se sont déroulées sans incident, sans coups de feu et les miliciens ont toujours obtempéré sans difficulté aux demandes des Français mais la situation reste néanmoins très fragile, reconnaît néanmoins le général Germanos... Ce matin, 40 soldats sénégalais ont rejoint les Français à Goma... »

P : ... Apparemment d'autres pays seront disposés à envoyer des militaires, c'est du moins ce qu'a expliqué le président Mitterrand à Corfou à l'issue du sommet européen. Les Douze ont demandé à ce que les responsables du génocide soient jugés

et ils ont apporté leur soutien à l'opération française. Un soutien que François Mitterrand a jugé suffisant.

**Itw de François Mitterrand de Corfou (Valérie Lainé) :**

Diffusée à midi

Extrait diffusé :

« Soutien suffisant, oui, car entre ne rien dire et affirmer un soutien, la différence est quand même immense. Ils nous ont tous dit, à la question qui leur a été posée, qu'ils soutenaient l'initiative française... Il y en a qui participeront à la logistique, d'autres qui s'apprentent peut être à apporter leur contribution en hommes, d'autres. Ca c'est tout à fait variable. Mais ce n'est pas propre aux Douze. Des propositions nous ont été faites qui viennent d'Afrique ou qui viennent de quelques autres pays. »

**Itw de Pierre Méhu, porte-parole de la Minuar (Ghislaine Dupont) :**

Diffusée à midi

**Reportage de Jean Hélène de Nyarushishi :**

**Un Rwandais (Grégoire Nyaribanga (?) sans doute) :**

« C'est tout près. Ici là-bas vous le voyez ? Dans ces bananeraies. Vous voyez les bananeraies ? C'est là où j'habitais. Et puis les Interhawme sont venus et on a détruit ma maison. Et puis je m'enfuis.

**(Q. de J. H. : Pourquoi est-ce qu'ils vous ont attaqué ?)**

Ils m'ont attaqué parce que j'étais la race contraire.

**(Q. de J. H. : C'est-à-dire ?)**

Parce que j'étais le Tutsi et eux ils étaient Hutu.

**Jean Hélène :**

Sur les collines de Nyarushishi, plusieurs centaines de huttes couvertes de bâche plastique verte et bleue s'estompent dans le crépuscule. Grégoire Nyaribanga (?) et d'autres réfugiés sont rassemblés autour d'un feu de bois. Pour eux comme pour leurs 8 000 compagnons d'infortune, la nuit sera calme, leur angoisse est tombée depuis l'arrivée des soldats français. La prise de contact a eu lieu jeudi après-midi, raconte le colonel Thibaut de la 11<sup>ème</sup> division de parachutiste.

**Le colonel Thibaut de la 11<sup>ème</sup> unité de parachutiste :**

Leur première attitude a été un peu réticente. Ils se demandaient pourquoi nous arrivions. Peut être certains leur avaient-ils dit que nous venions pour les tuer ? J'ai tout de suite convoqué les responsables du camp et je leur ai expliqué la raison de notre venue, je leur ai expliqué notre mission. A savoir que nous ne venions pas pour combattre le FPR ni pour aider les FAR à combattre le FPR mais uniquement pour assurer un minimum de calme, les protéger eux-mêmes, protéger toutes les populations civiles, qu'elles soient hutues ou tutsies, et puis ramener un peu de calme dans les esprits.

**(Q. de J. H. : Et leur réaction ?)**

Leur réaction a été excellente et très joyeuse, un grand soulagement et nous avons fraternisé et sympathisé immédiatement.

**Jean Hélène :**

Ces déplacés, des Tutsi mais aussi des Hutu de l'opposition, tous menacés par les partisans de l'ancien régime, ont vécu deux mois d'angoisse. Ils ont été rassemblés par l'armée rwandaise dans le stade de Cyangugu mais cela n'empêchait pas les autorités de venir chercher régulièrement ce qu'elles appelaient des personnes suspectes. Plusieurs dizaines de personnes, généralement des intellectuels, ont ainsi disparues. La grille d'entrée était gardée jour et nuit par des miliciens, se souvient Grégoire. Et il était très dangereux de s'en approcher. Ils ont ensuite été transférés à Nyarushishi, loin de la ville mais les miliciens rôdent toujours dans les bosquets alentour. Le colonel de gendarmerie nous a protégés de son mieux, reconnaissent les déplacés. Mais avec dix hommes, il ne pouvait pas faire grand-chose. Aussi les soldats français ont été bienvenus.

**Grégoire Nyaribanga :**

Je pense, je pense quand même... Nous pensons que nous sommes en sécurité parce que même les soldats français nous ont dit qu'ils viennent en mission de paix pour nous garder, pour bien veiller que personne ne pourra venir nous attaquer.

**Jean Hélène :**

Maintenant personne ne sait combien de temps les Français vont rester. Mais le jour où ils s'en iront, il y a fort à parier que les déplacés demandent à être évacués vers l'étranger. A moins qu'il y ait la paix totale, dit Grégoire, comme s'il s'agissait d'un rêve impossible. »

- Journaux Afrique du 26 juin 94 (1994 JAF 0177)

**741/ Afrique matin (1994 JAF 0177 A)**

P = Assane Diop

T = La mission militaro-humanitaire en action au Rwanda. La méthode adoptée par Turquoise est de procéder à des patrouilles en territoire rwandais à partir des bases arrière du Zaïre. Après le Sénégal, le Congo envisage d'envoyer des hommes au Rwanda. Une mission italienne est également attendue la semaine prochaine.

**Corr. de Christophe Boisbouvier de Goma :**

«Si l'on en croit les soldats français, aucun coup de feu n'a été tiré sur eux depuis leur entrée au Rwanda il y a trois jours. Les unités françaises avancent très prudemment, avec d'abord quelques jeeps de reconnaissance pour identifier les camps de réfugiés... Pour l'instant, ces troupes sont légères, très mobiles. Pour la plupart, elles rentrent tous les soirs à leurs bases de Goma et Bukavu. Objectif à l'heure actuelle : protéger les réfugiés, chasser les miliciens hutus qui rôdent autour des camps, sans créer pour autant de poches de sécurité, où s'installeraient durablement les Français à l'intérieur du Rwanda. Les soldats y seraient sans doute trop vulnérables. On sent

bien que ces unités marchent sur des œufs. Elles limitent au maximum tout contact avec les officiels, de peur d'être accusées de parti pris en faveur du gouvernement intérimaire, installé précisément à Gisenyi. Et elles n'iront sans doute pas plus profondément à l'intérieur du Rwanda tant qu'elles n'auront pas rassemblé à Goma suffisamment de matériel d'appui, de blindés légers ou d'hélicoptères Puma.»

**Itw du général Lafourcade, commandant de l'opération Turquoise (Christophe Boisbouvier) :**

«Concernant le nord, nous sommes montés à Kanama, à 5 km à l'est de Gisenyi. A Kanama, nous avons trouvé un camp de 400 Hutu. Il semblerait que l'état sanitaire de ces personnes ne soit pas catastrophique, mais cela demande confirmation. Et nous sommes allés à Manyumba (?). Actuellement, nous sommes en train de réaliser notre montée en puissance... Ils sont dans la zone sud, si vous permettez je ne vous dirais pas exactement où, parce qu'actuellement ils sont en reconnaissance permanente. Le soir, ils s'arrêtent généralement à proximité d'un camp de réfugiés. »

**Itw du général Germanos, adjoint au chef d'état major de l'armée française (Dominique de Courcelles) :**

«Actuellement, un certain nombre de miliciens tenaient des barricades sur les routes sur lesquelles nos unités ont circulé dans le but de rassurer les populations. Devant la détermination des soldats qui se sont présentés face à ces miliciens, et après une mise en garde très vive par nos soldats, les miliciens ont non seulement débarrassé les barricades qui encombraient les chemins ou les routes mais se sont retirées car ce que nous souhaitons, et que nous avons expliqué fermement, c'est qu'en aucun cas, ils ne s'opposent à l'action d'arrêt des massacres et donc de contrôle de ce qui s'y passe et que nous ne l'accepterions pas. »

P : À la faveur de patrouilles effectuées par l'armée française, de nouveaux témoignages ont été recueillis sur les massacres interrwandais démarrés le 6 avril dernier. C'est ainsi que plus de la moitié des 55 000 Tutsi du diocèse de Cyangugu auraient été massacrés depuis cette date. C'est ce qu'affirme en tout cas l'évêque local.

**Reportage de Jean Hélène de Nyarushishi :**

Diffusé la veille au soir mais les interviews ont été coupées.

Extrait diffusé :

« Sur les collines de Nyarushishi, plusieurs centaines de huttes couvertes de bâche plastique verte et bleue s'estompent dans le crépuscule. Grégoire Nyaribanga (?) et d'autres réfugiés sont rassemblés autour d'un feu de bois. Pour eux comme pour leurs huit mille compagnons d'infortune, la nuit sera calme, leur angoisse est tombée depuis l'arrivée des soldats français. Ces déplacés, des Tutsi mais aussi des Hutu de l'opposition, tous menacés par les partisans de l'ancien régime, ont vécu deux mois d'angoisse. Ils ont été rassemblés par l'armée rwandaise dans le stade de Cyangugu

mais cela n'empêchait pas les autorités de venir chercher régulièrement ce qu'elles appelaient des personnes suspectes. Plusieurs dizaines de personnes, généralement des intellectuels, ont ainsi disparues. La grille d'entrée était gardée jour et nuit par des miliciens, se souvient Grégoire. Et il était très dangereux de s'en approcher. Ils ont ensuite été transférés à Nyarushishi, loin de la ville mais les miliciens rôdent toujours dans les bosquets alentour. Le colonel de gendarmerie nous a protégés de son mieux, reconnaissent les déplacés. Mais avec dix hommes, il ne pouvait pas faire grand-chose. Aussi les soldats français ont été bienvenus. »

## **742/ Afrique midi (1994 JAF 0177 B)- 26 juin 1994**

P = Jérôme Bastion

T = 4<sup>ème</sup> jour de l'opération Turquoise au Rwanda. Un millier de militaires français et sénégalais sont désormais dans la partie ouest du pays, contrôlée par les forces gouvernementales. Le soutien de plusieurs Etats africains conforte peu à peu l'intervention militaro-humanitaire internationale derrière la France.

### **Corr. de Christophe Boibouvier dans l'ouest du Rwanda :**

« Depuis le passage de la frontière ce matin, aucun signe de tension n'est visible entre Franco-Sénégalais et militaires rwandais. Au contraire, à chaque barrage de militaires ou de miliciens rwandais, les obstacles sont levés au passage de la petite colonne composée de jeeps équipées de mitrailleuses 12-7. Sur le bord de la route, à Gisenyi, le siège du gouvernement intérimaire, on voit même des Rwandais qui agitent des drapeaux bleu, blanc, rouge. Bienvenue aux Français, nous dit le responsable de la jeunesse de Gisenyi, un tee-shirt Guinness sous son treillis militaire. Je souhaite qu'ils ramènent la paix face aux agresseurs du FPR, dit-il. Un tel accueil, par une partie de la population, risque d'être embarrassant pour des Franco-Sénégalais qui tiennent avant tout à rester neutres et à ne faire que de l'humanitaire. C'est pourquoi l'état major limite au strict minimum ces contacts avec les officiels rwandais. Nos forces avec les FAR s'arrêtent à des contacts de courtoisie, affirme le général Lafourcade, officier français commandant les forces sur place. Ce midi, la colonne franco-sénégalaise progresse lentement dans les montagnes de l'ouest du Rwanda vers Kibuye. Pour l'instant, elle n'a rencontré aucune trace de camps de réfugiés. »

P : ... Sur le plan diplomatique, vous le savez, les Français sont épaulés par des Sénégalais. 40 sont sur le terrain et ils devraient bientôt être 300. L'Egypte a proposé d'envoyer des observateurs pour faciliter l'application de la résolution 929, la Mauritanie, et c'est une première, a envoyé une équipe médicale pour soulager, je cite, les souffrances des populations. Le Congo est prêt lui aussi à envoyer 300 soldats mais attendra l'accord des chefs d'Etat d'Afrique centrale, réunis demain à Libreville pour le sommet de la zone franc. Le Niger, encore, s'est déclaré prêt à

engager ses hommes si la France le demande. Le Burkina Faso est également aux côtés de Paris. Faute de moyens, il ne pourra participer directement.

### **743/ Afrique soir (1994 JAF 0177 C)- 26 juin 1994**

P = Yves Rocle

T = Les troupes de l'opération Turquoise patrouillent maintenant dans l'ouest du Rwanda et dans la capitale de violents affrontements ont provoqué un gigantesque incendie sur le mont Kigali.

P : Tout se passe bien, tout se passe bien, c'est ce qu'affirme aujourd'hui le commandant de l'opération Turquoise... Dans le sud-ouest du Rwanda, les soldats français ont ainsi assuré aujourd'hui la protection d'une messe à proximité du camp de Nyarushishi, où s'entassent quelques 8 000 Tutsi. 8 000 Tutsi, qui selon les témoignages de religieux, seraient les rescapés d'un gigantesque massacre au cours duquel 23 000 de leurs frères auraient été assassinés dans cette région. Depuis hier, les militaires de l'opération Turquoise opèrent aussi dans le nord-ouest du Rwanda. Christophe Boisbouvier les a suivis aujourd'hui. Nous l'avons joint il y a quelques minutes au téléphone. Il nous raconte cette mission qui a commencé ce matin par Gisenyi, la ville où est retranché le gouvernement intérimaire.

#### **Direct de Christophe Boisbouvier de Kibuye :**

«Quand la petite colonne franco-sénégalaise a traversé la ville de Gisenyi ce dimanche matin pour aller vers le centre ouest, vers Kibuye, et bien, l'accueil était plutôt favorable avec des gens qui applaudissaient sur le bord de la route, qui agitaient même des drapeaux bleu, blanc, rouge, une voiture de miliciens qui s'est jointe même à un moment au convoi. Quand ce convoi... a pris les routes de montagne pour progresser très lentement vers Kibuye, l'accueil des villageois hutus était aussi plutôt favorable. Tout cela sans doute à cause d'un malentendu. D'un côté, les Français limitent au strict minimum leurs relations avec les gouvernementaux. Pas de contact en dehors des relations de courtoisie, nous a dit le général Lafourcade. De l'autre côté, les gouvernementaux veulent croire que les Français les aideront peut être à se protéger du FPR, qui, vous le savez, progresse toujours dans le centre du pays.

**(Q. de Y. R. : En fait la mission des Français consistent en quoi ? En de simples patrouilles ?)**

Pour l'instant oui. Maintenant il est certain que si les Français veulent mener à bien leur action humanitaire, ils devront pousser plus avant leurs investigations dans les villages, pour essayer de trouver les derniers réfugiés tutsis ou bien hutus modérés qui s'y trouvent encore. Nous avons entendu parler par exemple d'une maison attaquée et brûlée il y a quelques jours dans la région. Il y a certainement encore des

incidents qui s'y passent mais hors des sentiers battus, ce qui n'est pas facile à trouver.

**(Q. de Y. R. : Est-ce que les Hutu que vous rencontrez se sentent menacés eux par une éventuelle progression du FPR ?)**

Ah oui tout à fait. Et c'est la raison pour laquelle ils semblent plutôt satisfaits de l'arrivée des Français. Et il est certain que ce pays, même si dans l'extrême ouest il n'est pas encore touché par la guerre, vit dans la crainte perpétuelle de combats qui finalement à vol d'oiseau ne sont pas très loin, mais, à cause du relief très montagneux dans cette région, ne sont pas encore sensibles là où je me trouve, c'est-à-dire ce soir dans la région de Kibuye, près du lac Kivu. »

**Itw du commandant Jean-Guy Plante, porte-parole de la Minuar (Ghislaine Dupont) :**

« ...Spécialement sur la fin d'après midi, les combats étaient plutôt très, très, très durs dans le centre ville de Kigali... Le mont Kigali est un endroit stratégique, qui est tenu par les forces gouvernementales, dont les forces rebelles essayent de s'emparer. Les informations que je possède en ce moment indiquent que le mont Kigali est toujours entre les mains des forces gouvernementales.

**(Q. de G. D. : Est-ce qu'au niveau de la Minuar, vous considérez que le FP a pris de nouvelles positions dans la capitale ?)**

Moi, je dirai que, basé sur l'information que je connais, et sur ce que j'ai vu de mes yeux cet après midi..., je dirai que le front ou la ligne de front ou les positions sont sensiblement les mêmes qu'elles étaient il y a une semaine ou dix jours, en dépit des combats très durs et très meurtriers que nous avons connus ces derniers jours. »

P : ...Aujourd'hui nous allons à Kirambo au bord du lac Kivu. Là, les populations hutues redoutent une éventuelle arrivée du FPR. Les militaires de l'opération Turquoise sont arrivés vendredi dans cette zone. Jean Hélène était avec eux.

**Reportage de Jean Hélène de Kirambo :**

Chants, sifflets...

« Le village de Kirambo est en délire, pavoisé aux couleurs de la France et du Rwanda. Toute la population est dans la rue formant une haie d'honneur pour saluer les soldats de l'opération Turquoise qui viennent d'arriver. Sur la grand place, le bourgmestre attend pour prononcer une allocution de bienvenue.

**Le bourgmestre de Kirambo :**

Comme tous les Rwandais, la commune Kirambo a accueilli avec allégresse la décision du gouvernement français soutenue par le Conseil de sécurité des Nations unies de venir au secours de notre pays... la reprise des hostilités par le FPR-Inkotanyi.

**Jean Hélène :**

Sollicité à son tour, le chef du détachement des commandos marine, le capitaine de frégate Marin Gillier, doit improviser une réponse mais il se taille un franc succès.

**Le capitaine de frégate Marin Gillier (qui est traduit en kinyarwanda) :**

De la chaleur avec laquelle vous nous accueillez maintenant, merci pour vos chants, merci pour vos fleurs, merci pour vos sourires surtout.

Applaudissements

**Jean Hélène :**

Kirambo abrite aussi 2 300 déplacés de guerre qui ont fui l'avance du FPR. M. Mayira, bourgmestre de la localité, souhaite que la présence française mette fin à l'exode des populations.

**M. Mayira, bourgmestre de Kirambo :**

L'intervention française pour nous, nous pensons que ça devrait arrêter surtout les mouvements des gens qui continuent à circuler, à fuir l'ennemi. Surtout que le problème que nous avons, c'est que l'ennemi ne s'attaque pas nécessairement à l'armée rwandaise, il menace toute la population.

**Jean Hélène :**

Pas plus que les soldats eux-mêmes, personne ne connaît l'exacte mission des Français. Les Rwandais de la zone gouvernementale voudraient bien sûr que la présence française s'étende le plus loin possible. Les explications d'un responsable provincial du ministère de l'Agriculture.

**Un responsable provincial du ministère de l'Agriculture :**

Est-ce que cela doit seulement se résumer au camp ou est-ce qu'elle doit se résumer à la population qui se trouve sur les collines et qui trouve que le FPR est agressif envers elle ? Moi je trouve que la protection devrait être envers la population qui est sur les collines et qui se sent menacée si jamais la guerre arrive dans cette zone-là. Bon je sais bien qu'il faut protéger dans les camps mais il faut aussi qu'on protège sur les collines. Moi je pense que la protection devrait être au niveau de tout le pays, indistinctement de la zone gouvernementale et de la zone FPR.

**Jean Hélène :**

Ici on est sûr de son bon droit et on souhaite, sans le dire, une neutralité active de la France et surtout que le FPR se le tienne pour dit.

**Le responsable provincial du ministère de l'Agriculture :**

Notre devoir est de se battre mais l'armée française, comme j'ai entendu sa mission et comme je l'entends, c'est une mission humanitaire mais pas une mission de se battre contre le FPR. Par exemple, en cas d'attaque, elle aurait le droit, disons, de se défendre mais j'ai dit en légitime défense. Et dans la mesure du possible, je pense qu'elle essaiera de ne pas se battre et puis je pense que les Nations unies, surtout les pays limitrophes, devraient tout faire pour faire comprendre au FPR qu'il doit quand même respecter la neutralité de l'armée française et de ne pas la provoquer.

**Jean Hélène :**

Quoi qu'il en soit, la France est accueillie ici en puissance protectrice, sinon en libératrice et les chants des étudiantes et étudiants, qui ont revêtu leurs habits du dimanche, témoignent d'un réel soulagement.

Chants, danses... »

- Journaux Afrique du 27 juin 94 (1994 JAF 0178)

**744/ Afrique matin (1994 JAF 0178 A)**

P = Assane Diop

T = Intenses combats hier et la nuit dernière à Kigali. L'Onu a suspendu ses opérations d'évacuation. Les blessés n'ont pas pu être déplacés par le CICR. Dans l'ouest du pays, l'opération militaro-humanitaire française Turquoise s'installe progressivement et rassure les populations.

P : Journée de déluge de fer et de feu hier à Kigali... Les belligérants se disputent la zone du mont Kigali... dernière place forte contrôlée par l'armée gouvernementale...

**Itw du commandant Jean-Guy Plante, porte-parole de la Minuar (Ghislaine Dupont) :**

« Nous n'avons pas fait d'évacuation de civils. Nous espérons en faire aujourd'hui... »

**(Q. de G. D. : Est-ce vous pouvez évaluer le nombre de civils qui sont bloqués derrière les lignes gouvernementales ?)**

Non. Je ne saurais pas évaluer le nombre parce qu'il y a des gens qui sont dans des camps de réfugiés, il y a des gens qui sont sans doute cachés. Je ne saurais vous dire combien il y a de personnes qui sont bloquées soit d'un côté ou de l'autre. Il y en a plusieurs milliers, ça c'est certain. »

P : Alors que les affrontements s'intensifient à Kigali, les militaires français de l'opération Turquoise, épaulés par des troupes sénégalaises, ont multiplié hier leurs patrouilles dans plusieurs localités de l'ouest du Rwanda. Christophe Boisbouvier s'est rendu, a suivi hier, euh. Pardon. Hormis quelques relations tendues entre des miliciens hutus, l'accueil des populations, en particulier des réfugiés, est généralement enthousiaste. Donc notre envoyé spécial dans la zone d'opération Turquoise nous a fait parvenir ce reportage sur le périple d'une patrouille partie de Gisenyi, une ville rwandaise limitrophe de Goma.

**Reportage de Christophe Boisbouvier de Kibuye :**

« Une petite colonne franco-sénégalaise traverse la ville sans encombre. Au passage des jeeps françaises équipées de mitrailleuses 12,7, les militaires et les miliciens rwandais retirent leurs barrages. Certains font même bonjour de la main. Et sur le bord de la route, le long du majestueux lac Kivu, quelques habitants agitent un drapeau bleu-blanc-rouge. Il faut dire que pour un certain nombre de Hutus de la région, les Franco-sénégalais ne sont pas venus pour faire de l'humanitaire. Non. Pour ces personnes, ils sont d'abord là pour les aider face au FPR. »

**Bernard Munyagisha ( ?), responsable local du parti au pouvoir, MRND :**

Essayer de rétablir l'ordre.

**(Q. de C. B. : Mais contre qui ils vont rétablir l'ordre ?)**

Contre toute personne qui ne veut pas la paix.

**(Q. de C. B. : C'est-à-dire ?)**

C'est-à-dire les agresseurs, c'est tout.

**(Q. de C. B. : Qui c'est les agresseurs ?)**

Le FPR.

**(Q. de C. B. : Donc pour vous, les Français viennent pour ça ?)**

Ce n'est pas nécessairement pour ça mais aussi pour l'action humanitaire.

**Christophe Boisbouvier :**

Aucun signe de tension donc ce dimanche entre Franco-sénégalais et militaires rwandais. Après Gisenyi, la petite colonne franco-sénégalaise s'enfonce dans la montagne par une piste difficile quelquefois, direction Kibuye. Chaque village voit arriver ce convoi comme une attraction. Et s'il n'y avait les barrages de miliciens de loin en loin, on pourrait croire que la guerre est loin. Un villageois hutu, Egide, affirme que cela ne le choque pas de voir les Français venir sauver des réfugiés tutsis.

**Egide :**

Je suis d'accord. Il faut qui, tout le monde qui est menacé.

**(Q. de C. B. : Aussi bien les Tutsi que les Hutu ?)**

Oui, oui...

**(Q. de C. B. : Il n'y a pas de différence ?)**

Il n'y a pas de différence. »

P : La Belgique n'enverra pas d'hommes au Rwanda mais elle étudie un soutien à l'opération Turquoise, notamment en matière médicale... Ils sont maintenant quelques 300 militaires sénégalais à avoir rejoint l'opération Turquoise. L'action militaro-humanitaire française sera limitée dans le temps, pas plus de deux mois. C'est ce qu'a affirmé hier Nicolas Sarkozy, ministre du Budget et porte-parole du gouvernement français. Quant au Premier ministre, Edouard Balladur, il se réjouit que des vies humaines aient déjà été sauvées grâce à l'engagement des militaires français.

## 745/ Afrique midi (1994 JAF 0178 C) - 27 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Le CICR a réussi ce matin à évacuer 45 blessés de son hôpital à Kigali. Des blessés transportés en zone contrôlée par le FP. Un obus est tombé ce matin près de l'église de la Sainte Famille. Bilan : 5 morts et de nombreux blessés. Pendant ce temps, à l'ouest, les militaires français continuent à se déployer pour porter secours aux personnes menacées.

P : ...Pendant ce temps dans l'ouest du pays, dans la zone contrôlée par les forces gouvernementales, les militaires français continuent leurs opérations.

**Corr. de Christophe Boisbouvier de Kibuye :**

« Depuis hier soir, 40 soldats français sont basés à Kibuye, dans le centre ouest du pays. Mais aujourd'hui, ils commencent à rayonner tout autour par hélicoptère. Objectif : les camps de réfugiés chassés par la guerre comme à Kilinda et à Kivumu, à l'ouest de la ligne de front, et puis tous ces villages, où des incidents sporadiques sont signalés. Ici, une maison brûlée, là, une famille tutsie réfugiée. C'est un véritable travail de fourmi que commencent à faire les Français. Un travail exclusivement humanitaire, disent bien les officiers français. Sur place, le malentendu continue avec les miliciens hutus qui veulent croire que les Français sont venus pour les protéger face au FPR. A l'entrée de Kibuye, sur un barrage, on lit sur un petit panneau fraîchement peint : « Vive la coopération militaire franco-rwandaise, vive Mitterrand. » Mais l'état-major français, lui, ne veut rien entendre et n'entretient aucun contact avec les FAR ou les miliciens sur place. »

P : Et à l'état major des armées françaises à Paris, on indique que 1 300 militaires français au total seront à pied d'œuvre ce soir entre les deux bases arrières zaïroises de Goma et Bukavu. Depuis plusieurs jours, un certain nombre de responsables politiques affirment que le FPR a assoupli sa position vis-à-vis de cette intervention française. Ce matin encore, Alain Juppé affirmait que l'opposition des rebelles était en train de diminuer. Monique Mas vient de joindre le commandant Emmanuel Ndahiro, le porte-parole militaire du FPR. Elle lui a demandé si le Front avait assoupli sa position.

**Itw d'Emmanuel Ndahiro, porte-parole militaire du FPR (Monique Mas) - (trad. en surimp. par Jean Diatta) :**

« Pas du tout. Nous n'avons pas changé notre position à l'égard de l'intervention française. Nous y restons opposés étant donné le passé des Français. Ils ont été responsables des tueries au Rwanda et nous n'avons aucune raison de leur faire confiance. Comme vous le savez, ils n'ont jamais contribué à résoudre nos problèmes. Nous n'avons pas pu les empêcher de venir ici. Tout ce que disent les responsables du FPR, c'est que, si les Français limitent leur intervention à la frontière du Zaïre et à des actions humanitaires, alors ils ne se heurteront pas à nous. Nous lançons un avertissement aux Français. Le passé nous a appris qu'ils ne viennent pas pour sauver 8 000 personnes mais pour protéger les criminels qui ont tué plus de 500 000 personnes. »

P : Ces informations données aujourd'hui par le journal « Le Monde ». Le quotidien affirme que l'ancien commandant du GIGN, Paul Baril, détient la boîte noire de l'avion abattu avec à son bord le président Habyarimana. Selon le quotidien « Le Monde », cet ancien familier de la cellule de l'Élysée a également en sa possession